

RAPPORT D'ÉVALUATION DES BESOINS LOGEMENT, TERRE ET PROPRIÉTÉ DANS LES ZONES DE RETOUR

Zones évaluées : LUBIRIHA, KASINDI, BULONGO, LUME, MUTWANGA, TERRITOIRE DE BENI

Date d'évaluation : Du 21 au 26 Aout 2023

1. Contexte et Justification

Depuis 2014 le territoire de Beni est en proie de l'insécurité grandissante causée par l'activisme des groupes armés nationaux et étrangers des présumés ADF. Plusieurs entités du territoire de Beni ont été la cible des rebelles de l'ADF dont notamment, LUBIRIHA, KASINDI, MUTWANGA, LUME, BULONGO obligeant des populations à fuir vers les zones supposées sécurisées.

Au cours des différentes réunions du GT LTP et rapports d'évaluation de différents partenaires, il ressorts que les zones précitées enregistrent un mouvement retour et une problématique liée au LTP dans la cité de Kasindi/Lubirihha au quartier Kongo Ya sika et sur l'axe Bulongo suite aux conflits permanent entre l'ICCN et la population du quartier Kongo ya sika qui a accueilli un bon nombre des déplacés venus de différents coins du territoire de Beni, Lubero, et de la ville de Beni et Rutsuru qui se sont installés dans ces quartiers et d'autres dans des familles d'accueil des quartiers voisins et au chef-lieu du groupement Basongora à Kaisnidi.

Cette situation des conflits ICCN et population riveraine revendiquant des lopins des terres se trouvant au côté du parc national des Virunga impacte négativement l'assistance en abris des déplacés dans la zone. Les déplacés se heurtent à la problématique liée à la limite entre le Parc National de Virunga et la chefferie affectant négativement la question d'accès au logement des déplacés ainsi qu'à la hausse des prix de loyer des maisons dans les lieux supposés sécurisés, il s'ajoute également les conflits entre les déplacés et les familles d'accueil. Il sied d'épingler aussi la situation des conflits entre les concessionnaires et la population hôte, les conflits fonciers associés aux conflits de pouvoir entre les clans sur l'axe Lume, ne favorisent pas l'accès à la terre aux déplacés voire même les retournés.

Vu cette situation LTP préoccupante, une évaluation des besoins LTP a été faite par le groupe de travail LTP de Beni pour mieux maîtriser et monitorer les cas de protection liés au logement, terre et propriété constituant le blocage des réponses humanitaire dans la zone en vue d'envisager des actions à mener pour une solution adéquate pouvant améliorer la situation des retourner et des déplacés.

Les zones qui ont été évaluées :

1. KASINDI-LUBIRIHA

KASINDI-LUBIRIHA sont deux agglomérations frontalières du Nord Est de la république démocratique du Congo, située dans la province du Nord Kivu, dans le territoire de Beni, à 90 km au sud-est de la ville de Beni, sur le plateau de RWENZORI. Elles se trouvent à la frontière avec l'Ouganda, juste en face de la ville de Mpondwe dans le district de Kasese en Ouganda. Ces deux entités se trouvent dans le secteur de Ruwenzori, qui fait partie du territoire de Beni. Il se déroule les activités économiques et des importants échanges des produits de première nécessité entre l'Est de la RDC et le monde extérieur via l'Ouganda. La population totale de ces deux agglomérations KASINDI-LUBIRIHA est estimé à 100 000 Habitants (2018)

Mouvement de retour de population KASINDI LUBIRIHA

A ce jour, il est difficile de parler de mouvement retour de déplacés étant donné que la population KASINDI-LUBIRIHA s'était juste déplacé pendant 48h après l'attaque des ADF à Lubiriha au mois de Juin 2023 touchant plus les populations du Quartier Congo ya SIKA. Cependant, il y'a lieu de préciser que le groupement BASONGORA a accueilli plutôt les déplacés de guerres venues des autres entités voisines dont ALUNGUPA, BULONGO, BENI, MUTWANGA, LUME, OICHA, MBAU, LWEMBA. La situation de mouvement de population KASINDI LUBIRIHA se présente comme suit :

No	Quartiers	SEPT- DECEMBRE 2021		JANV- FEVRIER 2022		MARS- AVRIL 2022		Mai-Août 2022		Total
		Ménages	Personnes	Ménages	personnes	ménages	Personnes	ménages	Personnes	
01	Congo Ya Sika	735	3143	253	1865	195	1365	805	4830	1988
02	Vuthalevekwa	725	3005	240	1820	86	600	352	2112	
03	Kasindi latin	366	2322	248	740	129	903	630	3612	
04	Mwangaza	372	2038	194	1025	158	1106	602	3780	
05	Muvingi	286	3040	202	510	143	1001	503	3018	
06	Lumumba	289	3022	164	545	137	959	336	2016	
07	Centre	239	1008	84	420	78	546	200	600	
08	Majengo	248	1203	66	330	92	644	250	1500	
09	Kighando	191	2105	64	320	51	357	130	780	
10	Kabarole/thako	226	1274	51	255	61	427	251	1501	
11	KALEMIA	280	1422	55	275	132	1127	183	1098	
12	Ingaviro	-	-	-	-	-	-	301	903	
13	Kasindi port		-	-	-	-	-	161	966	
14	Kikemba	-	-	-	-	-	-	498	29704	

2. Risques de protection/ violation des droits LTP obstacle au retour à KASINDI-LUBIRIHA

La majeure problématique de KASINDI-LUBIRIHA se situe au niveau du flou sur les limites entre le parc national de Virunga et la chefferie.

D'après les échanges de l'équipe d'évaluation LTP avec le fonctionnaire délégué de KASINDI-LUBIRIHA, l'ICCN a sa version des faits sur les limites entre le parc et la chefferie, d'après lui les limites avaient été clarifiés à 2013. De l'autre côté, une délégation constituée des autorités qui seraient venues de KINSHASA, les autorités territoriales de Beni et les chefs coutumiers, pour fixer provisoirement les limites entre le parc et la chefferie à 2022 après qu'une grande partie du Parc soit envahi par les déplacés de guerre. Pour le chef de groupement Basongora l'ICCN aurait déjà envahi ses terres et lui empêche de percevoir ses redevances c'est pourquoi, plusieurs parcelles se situant dans le parc seraient vendues par lui afin de récupérer l'argent sous une autre façon. Une pratique que le fonctionnaire délégué qualifie d'escroquerie contre les acheteurs car plus tard ces parcelles leur seront ravies par l'ICCN. A côté de cette situation, il s'ajoute aussi la quasi absence des espaces cultivables à

moins de 15 Km de KASINDI-LUBRIHA, alors que la grande partie des déplacés présent dans la zone est agriculteurs d'où un sérieux problème de faim dans la zone.

Les personnes victimes de l'interdiction par l'ICCN de l'exploitation de la partie voisine au parc

NO	NOMBRE DES MENAGES	NOMBRES DES PERSONNES	EFFECTIF				Total
			HOMME	FEMME	FILLES	GARCONS	
01	863	2148	222	435	828	663	2148

Quelques principaux défis LTP identifiés auxquels sont confrontés les déplacés :

<p>KASINDI LUBIRIHA</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accès difficile à la terre par les déplacés pour les activités champêtres et la construction des abris • A cause des inondations, les gens se déplace d'un quartier à un autre craignant pour leur protection plus ou moins 50 ménages seraient victimes des inondations. • Risque d'éviction des déplacés et retournés à la suite de l'insolvabilité dans les maisons de location. Plusieurs cas ont été rapporté et témoignage des certains déplacés et retournés qui sont en difficulté à la suite du manque de moyen de subsistance dans la zone de retour et déplacement. • Risque d'éviction des déplacés et retournés dans les maisons construites par DRC, car aucun contrat d'occupation des terres n'existe entre les bénéficiaires des abris et les propriétaires des parcelles sur lesquelles sont érigés des maisons des déplacés dont on détermine le délai d'occupation. • Manque d'Espaces cultivables à moins de 10 Km appart le parc national de Virunga qui reste une zone protégée, plusieurs occupants auraient été arrêtés et transféré au tribunal et y être condamnés ; • Conflit des limites des parcelles entre habitants de KASINDI-LUBIRIHA • Problématique de délocalisation de l'assistance en Abris qui crée un mécontentement des familles d'accueil contre les familles déplacés qui les avaient accueillis dans la partie parc avant l'arrivée du projet abris avec DRC • Stellation dont les auteurs sont souvent les chefs coutumiers qui vendent les parcelles aux commerçants venus de Butembo
--------------------------------	---

	<ul style="list-style-type: none"> • 80% des population n'ont pas des documents pour la sécurisation de leurs terres, surtout dans le quartier Congo ya Sika • Certains opérateurs économiques venu de Butembo achètent abusivement les parcelles qui se situe dans le domaine non loin du parc auprès des chefs coutumiers, appartenant à certains déplacés de guerre, en violation des lois et des Droits de PDI • Conflit de limite entre le parc et la chefferie, l'Ouganda et Lubiriha. Mais ce conflit de limite entre l'Ouganda et la RDC coté LUBIRIHA aurait déjà trouver solution • Insuffisance des infrastructures pour fournir de l'eau à bonne quantité dans la communauté
BULONGO	<ul style="list-style-type: none"> • Accès limité au logement par les PDI faute d'argent pour payer le loyer, la plupart passent nuit dans des maisons avec faible capacité d'accueil (promiscuité) • Les déplacés de guerre et les retournés n'ont pas accès aux champs à la suite de l'insécurité dans la zone • Plus de 1000 maisons seraient détruites/endommagé à Bulongo à la suite du déplacement prolongé de leurs propriétaires qui ont fui l'insécurité et 50 maisons incendiées par les ADF • Il existe une confusion sur l'effectivité de limite entre la commune de Bulongo et le secteur de Ruwenzori. Certains chefs de cellules ont été installés officiellement sur des étendus auxquelles les chefs coutumiers revendiquent la redevance
LUME	<ul style="list-style-type: none"> • Accès difficile aux champs suite à l'insécurité • L'accès limité aux logements suite à l'insécurité les habitants du Quartier MWANGAZA passent la journée à LUME et la nuit dans les quartiers supposés sécurisés • L'occupation durant une très longue période par une position militaire limitant ainsi l'accès à la terre par la population hôte de Lume, au quartier W'IRAMBAN et une partie de quartier Ruwenzori sans indemnisation des propriétaires • Présence des déplacés venus de LUBERO/kirumba et d'autre venus des autres entités avec des difficultés d'accès aux logements et à la terre. Les chefs terriers exigent 400 dollars aux PDI avant d'exploiter les champs. • Difficulté pour les déplacés de se payer les frais de loyer suite à leur état de vulnérabilité • Les retournés se heurtent aux cas des vols de leurs cultures dans leurs champs abandonnés pendant la guerre • Menace de déguerpissement des populations par un notable de la place sur une étendu de 450 Hectares et exige de paiement de redevance coutumière doublement. • Problématique des conflits liés à l'héritage des membres issu d'une même famille, les femmes et les filles sont toujours marginalisées.

	<ul style="list-style-type: none"> • Problème des délimitations entre la commune de Lume avec le secteur Ruwenzori • Les conflits des limites entre voisins, limite entre le village Mihunga et Mikuka ; village Busingo et Kidolo • Conflits fonciers permanent au village Lume-Muhororo entre les Bakira et les Banyesanza où 2 personnes du côté de Bakira ont été blessées ;
--	---

3. Les Conflits liés au Logement, Terre et Propriété plus récurrent :

1. KASINDI/LUBIRIHA

- Conflits de limites entre la chefferie et le parc de VIRUNGA (ICCN)
- Spoliation des espaces par les autorités locales
- Vente double des champs et des parcelles par des terriers et autorités locales voir coutumières
- Conflits des limites des parcelles
- Occupation des parcelles par les autorités (quand du village IHUNGA)
- Destruction des maisons et champs (ICCN et certains militaires pour chercher les bois de chauffages)
- Absence des documents prouvant la propriété
- Problèmes liés à la succession entre les membres d'une famille après la mort du responsable
- Non-respect des accords des cessions de terre entre les chefs terriers et les paysans, entre les concessionnaires et les demandeurs de terre
- Conflit de pouvoir entre les autorités coutumières et administratives
- Conflits de concession caractérisés par les stellionats
- Occupation illégales des terres à complicités avec les terriers
- Hausse des prix de loyer
- Incapacité des autorités locales à résoudre des problèmes car sont cités comme source de plusieurs conflits fonciers

2. LUME

- Conflits de limites entre la commune de LUME et le secteur Ruwenzori
- Conflits des limites des capitations (cas du village KIBANDA et KAVALYA ET LUME-MUHORORO)
- Conflits de concessions caractérisés par des stellionats
- Conflits de succession entre les enfants du défunt où les enfants filles sont toujours oubliés
- Plusieurs conflits de concessionnaires et paysans : la concession de monsieur BWANAKAWA NYONYI, la concession DIMITRIE (COPAC), la concession NZUMWA qui couvrent toute la commune de LUME
- Occupation des maisons et parcelles durant une très longue période par des militaires (cas du campement des FARDC sur la Coline LUKUKA plus au moins 200m²)
- Destruction des maisons et champs (lors de l'incursion de juin 2022 plus au moins 143 maisons ont été détruites y compris le bloc maternité du centre de santé LUME, les toitures de l'EP MASIWA et ALINGITA ont été touchées par des balles et le poste de santé AMANI et autres maisons sont détruites par les eaux de la pluie).
- Absence des documents prouvant la propriété

- Incapacité des autorités locales à résoudre les problèmes car n'ayant pas la confiance de la population
- Problèmes liés à la succession entre les enfants d'une même famille
- Conflits inter communautaires entre les clans (cas de BAKIRA et BANYISANZA qui se disputent le pouvoir de la localité LUME MUHORORO) associé au conflit de terre qui a causé des blessés et des menaces régulières
- Déplacement des bornes naturel limitant les champs où parcelles
- Conflits des limites sur les parcelles (qui a causé la mort d'une personne à juin 2023)
- Non-respect des accords des cessions de terre entre les chefs terriers et les paysans, entre les concessionnaires et les demandeurs de terre
- Spoliation des espaces publics (cas du marché de LUME et les parcelles du centre de santé LUME)
- Hausse des prix de loyers
- Conflits du pouvoir (les chefs de groupement et du secteur qui piétinent les attributions des chefs des villages, localités, etc...)
- Destruction des maisons et champs qui entraînent des pertes à vies humaines
- Conflit de pouvoir entre les clans

2. BULONGO

- Déplacement des bornes naturel limitant les champs où parcelles
- Hausse des prix de loyers
- Conflits du pouvoir (les chefs de groupement et du secteur qui piétinent les attributions des chefs des villages, localités etc...)
- Destruction des maisons et champs qui entraînent des pertes à vies humaines

3. MUTWANGA

- Déplacement des bornes naturel limitant les champs où parcelles
- Hausse des prix de loyers
- Conflits des limites sur les parcelles
- Conflit lié au partage d'héritages
- Incendie des maisons par les ADF
- Occupation des maisons des civiles par les militaires
- Conflits du pouvoir (les chefs de groupement et du secteur qui piétinent les attributions des chefs des villages, localités etc...)
- Destruction des maisons et champs qui entraînent des pertes à vies humaines

4. Mécanismes locaux de règlement des différends

- Chefs des Groupements, des villages, société civile ;
- Chef de secteur pour arbitrage,
- Associations locales ;

5. Recommandations :

Au Gouvernement et à l'ICCN :

De mettre au claire les limites du parc national de Virunga et les chefferies environnantes en y érigeant des barricades

Au Cluster Protection

- Plaidoyer auprès de l'ICCN pour la cession définitive des espaces accordés provisoirement aux déplacés dans le quartier KONGO YA SIKA

Aux partenaires humanitaires

- Aux partenaires cluster Abri de Garantir aux personnes retournées l'accès aux logements décents à travers la construction des abris transitoires et réparations des maisons détruites dans les quartiers non problématiques à KASINDI et LUBIRIHA, à BULONGO, LUME et MUTWANGA ;
- Intensifier les sensibilisations sur la procédure d'acquisition des terres et d'accès au logement et prévention et règlements des différends fonciers (Acteurs LTP) ;
- Organiser un dialogue social à KASINDI-LUBIRIHA réunissant les autorités, ICCN, les déplacés de guerres, la société civile pour trouver solution à la limite entre le Parc et les chefferies
- Organiser un dialogue communautaire réunissant les concessionnaires et les représentants des agriculteurs, les représentants des déplacés et des retourner, les chefs de groupement, chefs des villages et la société civile et autres acteurs de protection pour bien identifier, analyser les conflits liés à la terre et envisager des solutions durables en vue de limiter les conséquences ad hoc qui pourront survenir (Acteurs LTP)
- Accompagner les ménages retournés vulnérables à retrouver les documents parcellaires de base qui protègent leur droit foncier.
- Accompagner les ménages retournés dans les activités des relances économiques ;

A l'ONG DRC,

- De bien clarifier le délai d'occupation des terrains sur lesquels DRC construit des abris en faveur des déplacés de guerres afin de prévenir un conflit foncier entre les déplacés et les familles d'accueilles

A l'administration foncière :

- Réduire le coût de la procédure pour la sécurisation foncière afin que chaque personne accède au titre foncier ;

LES ORGANISATION AVEC REPONSES DANS LES ZONES

No	LIEUX	ORGANISATION	TYPE DE REPONSE	ETAT
1	KASINDI-LUBIRIHA	DRC	- Abris - Relance économique - Protection - Appui à la subsistance agricole	Encours
		HCR	Protection	RAS
2	BULONGO	Action Of the Future	- Santé et nutrition	Clôturé
	MUTWANGA	MIDFEHOPS	- Protection Communautaire - Sensibilisation - Accompagnement juridique et psycho social	Encours

3		SOFEPAI	- VBG : sensibilisation, réinsertion socio-économique des survivantes de VBG	Encours
		INTERSOS	- Monitoring de protection	Encours
		Action Of the Future	- Santé et nutrition	Clôturé
		ACOPE	- Appui psycho social des Enfants à travers les jeux	Encours
		PPSSP	- Sensibilisation sur la PSEA	Encours
		UN FPA	- Appui médical aux structures sanitaires	Encours
		UHS	- Sécurité Alimentaire (production des tomates) - Relance économique - Protection générale et transversale - Wash	Encours
4	LUME	AUCUNE	AUCUNE	AUCUNE

Informateurs clés



Microsoft Word 97
- 2003 Document

Nombre des maisons détruites/endommagées par quartier/Village ou localité

N°	Quartier/Village ou localité	Nombre
1	KASINDI-LUBIRIHA	2500 maisons
2	LUME	250 Maisons
3	BULONGO	1500 Maisons
4	MUTWANGA	2500 Maisons

Composition de l'équipe d'évaluation

N°	Noms & post Nom	Organisation	Secteur d'évaluation	N° Téléphone
01	Chirack MOUSTAFA KWAMI	MAPDA	LTP	0977758772
02	MBAMBU MUKE ANGE	APCDDH	LTP	0993531735
03	KATEMBO MBAYAH ESDRAS	AJVD CONGO	LTP	0994741137

04	Evariste NGUBA	APANIVIP	LTP	0973256924
05	JIMMY KAZADI	DRC	LTP	0820558752

Annexes : quelques Images illustratives



Figure 1. Une maison habitée par une famille des PDIs à MUTWANGA



Figure 2. Une maison d'une famille des retournés détruite pendant la fuite et l'insécurité à Bulongo



Figure 3. Visite par l'équipe d'évaluation LTP d'une maison détruite pendant la guerre à LUME



Figure 4. Focus Groupe par l'Equipe d'Evaluation à KASINDI-LUBIRIHA

Fait à BENI, le 31 Aout 2023 pour l'équipe d'évaluation LTP

Maitre Chirack MOUSTAFA, coordonnateur de MAPDA

Rapporteur de la mission